REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 24 au 30 janvier 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Projet GPS.....2
- Plateforme de femme en politique de l'Océan indien au cœur des échange
- Commission de l'océan indien (Coi) I Des femmes en politique de la région en séminaire à Moroni

1.2 Biodiversité : commerce illicite.....6
- Front commun face au commerce illicite d'espèces animales et végétales dans l'Océan Indien

1.3 Santé : réseau SEGA – One Health.....**8**
- Epidémiologie de terrain : La 2e cohorte promotion, « Mamafisoa », diplômée

2. Centres d'Intérêts

2.1 Transition énergétique.....9
- CEB : lancement officiel du CNIS Renewable Energy Scheme ce lundi

2.2 Pêche.....10
- Concombres de mer : l'enquête de la Seychelles Fishing Authority indique des espèces surexploitées

2.3 Agriculture.....18
- Pacte national pour l'alimentation et l'agriculture - Le Président Rajoelina convainc et obtient 534 millions de dollars des partenaires

2.4 Environnement.....19
- Native fauna thrives at Seychelles' Vallee de Mai with 97% decrease in yellow crazy ants

2.5 Santé animale.....20
- Fièvre aphteuse Encore trois bovins décédées , un traitement palliatif envisageable

2.6 Economie.....21
- Inflation, énergie... les boulangeries réunionnaises dans la tourmente
- Madagascar-Turquie : De nombreuses opportunités pour renforcer une coopération gagnant-gagnant

La Gazette des Comores

La plateforme Femmes en politique de l'océan indien au cœur des échanges

25/01/2023  Andjouza Abouheir



La Commission de l'océan indien a ouvert hier mardi 24 janvier à Moroni le séminaire d'appui à la redynamisation de la plateforme des femmes en politique de l'océan indien. Cette cérémonie a vu la présence des membres du gouvernement, des femmes politiques, etc. Il s'inscrit dans la vision qui a toujours animé l'Union des Comores, de placer la Femme et la jeunesse, au cœur de sa gouvernance politique et sociale, tant au niveau national que régional. Dans son allocution, l'officier permanent de liaison de l'Union des Comores auprès de la COI Imam Abdillahi a montré que cette même vision a été au cœur également de la précédente présidence comorienne à la COI en 2020, dont l'agenda s'est vu quelque peu bousculé par la pandémie de Covid-19, mais repris avec brio par nos frères malgaches, à l'entame de leur mandat en exercice. « Notre région est la première depuis que nos Etats ont décidé d'imprimer à notre organisation, un nouveau souffle dans son évolution institutionnelle. C'est une belle occasion pour vous, Femmes engagées de notre région, de faire valoir vos attentes et vos contributions dans la déclaration qui consacrera cet évènement, au moment où notre organisation régionale a amorcé un nouvel élan », déclare-t-il.

En visioconférence, le secrétaire générale de la COI Pr. Vêlayoudom Marimoutou a rappelé qu'agir pour l'égalité femme-homme, pour l'inclusion des jeunes et des femmes dans la prise de décision, dans la marche pour l'épanouissement social, la croissance économique, l'adaptation aux effets du changement climatique ou encore la sécurité alimentaire, c'est agir pour un développement authentiquement durable de nos îles. « Il est en fait question de justice sociale, d'équité de traitement et, plus simplement, de raison et de bon sens d'autant que les femmes de l'Indianocéanie ont montré à maintes reprises combien elles sont une force de mouvement dans nos pays », souligne celui qui atteste que la COI compte plus de 45% des femmes dans son personnel.

Présente, la présidente de la plateforme des femmes en politique de l'Océan Indien Moinaecha Mroudjae explique que la situation des femmes dans la région reste préoccupante, le taux de chômage augmente ainsi que la délinquance. Lorsqu'on analyse les violences faites aux femmes, les premières constatations font état de la situation inquiétante dans laquelle elles se trouvent. « En tant que femmes, nous comprenons la nécessité de nous impliquer dans les grands défis qui interpellent aujourd'hui l'ensemble de la planète, qu'il s'agisse de l'épineuse question de la démocratie, de la pauvreté, la résolution des conflits, de la lutte contre la pauvreté et j'en passe. Nous devons être à l'avant-garde de tous ces combats sociopolitiques et économiques. Cependant, l'efficacité et l'efficience de tous ces combats ou actions ne pourront être réelles et concrètes que si nous les femmes nous arrivons à nous engager et à nous imposer dans la politique et de l'entreprenariat », précise-t-elle.

De son côté, le ministre des affaires étrangers Dhoihir Dhoulkamal parle d'un projet qui permet de hisser sur un nouveau palier d'engagements et de visibilité accrus à la plateforme régionale, mise en place par la COI, depuis quelques années et dont les actions positives aujourd'hui, démontrent la dimension visionnaire de notre organisation. « Ce séminaire me donne ainsi l'heureuse opportunité de saluer la pertinence de la conjonction entre le projet « Gouvernance, Paix et Stabilité » et la participation inclusive de la femme en politique » marque-t-il.

Andjouza Abouheir

Commission de l'océan indien (Coi) I Des femmes en politique de la région en séminaire à Moroni

Chamsoudine Said Mhadji



La Coi a ouvert hier à Moroni, un séminaire régional sur la «redynamisation de la plateforme Femmes en politique de l'océan Indien». Une rencontre régionale des femmes comptant pour les activités du projet «Gouvernance, Paix et Stabilité» de l'organisation régionale.

La Commission de l'Océan indien (Coi) a lancé hier à Moroni, le premier séminaire de la région sur la redynamisation de la Plateforme Femmes en politique de l'Océan Indien. Cette rencontre des femmes de l'Indianocéanie entre dans le cadre du Projet «Gouvernance, Paix et Stabilité». C'est ce qui a été annoncé par le ministre des Affaires étrangères, Dhoihir Dhoulkamal dans son discours de lancement des travaux. «Je suis très heureux de prendre part à ce séminaire régional, le premier, depuis le lancement du Projet «Gouvernance, Paix et Stabilité», porté par notre organisation régionale, la Commission de l'Océan Indien». «Un projet qui permet de hisser sur un nouveau palier d'engagements et de visibilité accrus à la plateforme régionale, mise en place par la Coi, depuis quelques années et dont les actions positives aujourd'hui, démontrent la dimension visionnaire de notre organisation». Les femmes doivent être au cœur de la politique. Aux Comores, elles sont connues comme les leaders des organisations sociales mais sont moins visibles au niveau politique.

Les femmes au cœur de la gouvernance politique

On note peu de femmes dans les grandes responsabilités politiques de l'Etat en dépit de quelques avancées notables ces dernières années avec, entre autres, l'élection d'une gouverneure, une vice-présidente à l'Assemblée. Il y a également la nomination de femmes à des postes stratégiques comme le vice-gouvernorat de la Banque centrale des Comores, la présidence de la

Cndhl, la direction générale du budget, le secrétariat général du ministère de l'Energie, le commissariat général au genre ou au Cnac. La suppléance du chef de l'Etat est souvent assurée par une femme. Le chef de la diplomatie comorienne, Dhoihir Dhoulkamal, comme la présidente de la plateforme comorienne des Femmes en politique, Moinaecha Mroudjae, ont montré qu'aux Comores avec l'arrivée au pouvoir du président Azali Assoumani, «les femmes occupent de plus en plus de hautes fonctions politiques. C'est le cas de l'élection de la première gouverneure de l'île de Ngazidja, l'élection de quatre députés à l'assemblée, une vice-présidente de l'Assemblée, etc.»

De son côté, le directeur général de la coopération internationale et Officier permanent de liaison (Opl) des Comores auprès de la Coi, Imam Abdillah, a indiqué que «ce séminaire initié par la Coi, s'inscrit dans la vision qui a toujours animé l'Union des Comores, de placer la Femme et la jeunesse, au cœur de sa gouvernance politique et sociale, tant au niveau national que régional, dans une large mesure». Et de poursuivre : «cette vision, aujourd'hui partagée un peu partout dans le monde, a été impulsée lors du dernier Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Coi, tenu à Moroni, en août 2014, et renforcé, dans le prolongement de ce sommet, à l'occasion de la retraite ministérielle sur «l'avenir de la Coi», abritée toujours dans la capitale comorienne, 5 ans plus tard, en août 2019».

Le secrétaire général de la Coi, Vêlayoudoum Marimoutou, a, de son côté, appuyé l'intervention de l'Opl des Comores en soulignant l'importance et la place de la femme au sein de l'organisation régionale. Pour lui, les femmes doivent se mobiliser et participer activement aux travaux des instances décisionnelles. A l'entendre, la question de la femme est au cœur des actions de la Coi.Le patron de l'organisation a appelé les différents pays membres à faire de l'inclusion de la femme en politique une priorité nationale.

Lire aussi : Emancipation de la femme : Une ascension de la femme dans la scène politique - AL-FAJR QUOTIDIEN - Quotidien d'Information Générale des Comores

Front commun face au commerce illicite d'espèces animales et végétales dans l'Océan Indien

Le trafic d'espèces sauvages animales et végétales est la quatrième filière criminelle transnationale dans le monde. L'impact n'est pas qu'écologique. Il est aussi économique, sanitaire et sécuritaire. Face à cet enjeu croissant dans la région, la Commission de l'Océan Indien (COI) et l'ONG TRAFFIC ont organisé, du 16 au 19 janvier 2023, un atelier régional d'informations et de partage des bonnes pratiques réunissant une quarantaine de représentants des Etats membres de la COI, de Djibouti, du Kenya et d'organismes régionaux dont les Centres régionaux de sécurité maritime. Objectif : faire front contre ce trafic qui alimente des réseaux criminels et porte atteinte à la riche biodiversité de l'Afrique orientale et australe et de l'Océan Indien.
L'Indianocéanie est l'un des 34 points chauds de la biodiversité mondiale. De fait, elle fait face à un ensemble de risques : dérèglement climatique, pollutions, pressions anthropiques diverses dont le commerce illégal d'espèces végétales et animales. C'est pourquoi la COI met en œuvre plusieurs projets pour la résilience écologique et climatique, dont RECOS, et pour la sécurisation des espaces maritimes, à l'image du programme MASE. En effet, le commerce illégal d'espèces sauvages utilise notamment par voie maritime.
« Les actions de la COI ont permis, entre autres, de mobiliser les communautés locales dans la préservation, la gestion et la surveillance d'espaces naturels, de soutenir des actions de restauration côtière en adoptant une approche globale des crêtes aux récifs, de documenter et préserver la biodiversité de nos pays ou encore de former des éco-gardes. A ces actions nombreuses et diversifiées pour la biodiversité, s'ajoute la mise en place d'une architecture régionale de sécurité maritime pour la surveillance et la lutte contre les trafics, notamment des espèces sauvages », a indiqué le Secrétaire général de la COI, Prof. Vêlayoudom Marimoutou.
De son côté, l'ONG TRAFFIC, avec le soutien de l'Union européenne, a mis en place l'outil internet SADC-Twix, dans le but de favoriser le partage d'information et la coopération internationale.
Les participants de l'atelier ont pu être sensibilisés à ces outils qui facilitent l'échange d'informations, l'application de la loi et des conventions internationales ou encore mettent à disposition des données sur les saisies, les tendances et les risques. L'atelier COI-TRAFFIC a aussi été l'occasion de préfigurer la mise en place d'un réseau entre des acteurs de différentes administrations : douanes, services de répression, administrations en charge de la protection et de la gestion de l'environnement, centres de sécurité maritime (CRCO, CRFIM)…
En effet, le trafic d'espèces sauvages génère entre 7 et 23 milliards de dollars de chiffre d'affaires par an. Le trafic illicite d'espèces sauvages a plusieurs effets négatifs. Ce type d'activité représente une menace importante pour la biodiversité mais aussi pour la sécurité, l'alimentation et la santé et impacte alors grandement le développement économique des

pays concernés. Les ressources marines ou terrestres visées par les criminels jouent parfois un rôle dans l'alimentation des populations et les communautés locales peuvent alors être privées de ressources nécessaires à leurs activités. En outre, ce trafic présente un risque important d'introduction d'espèces invasives qui mettent en danger les écosystèmes locaux et augmentent fortement l'apparition de zoonoses (maladies d'origine animale). Ceci est peut entraîner des conséquences importantes quand on sait que 60% des maladies émergentes sont d'origine animale.

Lire aussi :

- https://afrimag.net/filiere-criminelle-transnationale-locean-indien-fait-front-commun/
- https://www.memento.fr/article_24-01-2023-atelier-sur-le-trafic-de-commerce-illicite-d-especes-sauvages-dans-l-ocean-indien
- https://www.memento.fr/article_27-01-2023-front-commun-face-au-commerce-illicite-d-especes-animales-et-vegetales-dans-l-ocean-indien

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

Epidémiologie de terrain : La 2e cohorte promotion, « Mamafisoa », diplômée



Les apprenants FETP-Frontline 2e cohorte, sont immédiatement opérationnels.

Une promotion de 29 épidémiologistes de terrain, baptisée « Mamafisoa » vient d'achever officiellement sa formation. Les participants, issus de diverses régions de Madagascar et de profils variés, ont reçu leur certificat vendredi dernier, 27 janvier 2023 à l'Institut National de Santé Publique et Communautaire (INSPC) à Mahamasina, après trois mois de formation. Celle-ci, dénommée FETP-Frontline, est une formation de courte durée en épidémiologie de terrain, organisée dans le cadre du réseau SEGA – One Health, coordonné par la Commission de l'océan Indien (COI) en partenariat avec le ministère de la Santé publique, l'INSPC et le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

La formation permet une évaluation de problèmes de santé nécessitant une intervention rapide, à travers des investigations en vue d'obtenir des données concrètes et fiables, lesquelles constitueront la base d'informations destinées aux décideurs et aux autorités à qui incombent la responsabilité d'enclencher une intervention en cas d'épidémie.

Surveillance épidémiologique et riposte

La promotion « Mamafisoa » constitue la deuxième cohorte d'apprenants FETP-Frontline à Madagascar. Une première cohorte de 29 participants a déjà été diplômée en août 2022. Plusieurs îles voisines de Madagascar bénéficient également de la même formation FETP-Frontline, dont les Comores, Maurice et les Seychelles.

La formation allie théorie et pratique, et permet de doter les Etats membres de la COI de personnels qualifiés en surveillance épidémiologique et riposte face aux épidémies. Pour Madagascar, c'est l'INSPC qui soutient le réseau SEGA – One Health dans la coordination de cette formation. Cet établissement de formation, de recherche et d'expertise dispose des éléments nécessaires pour former les agents de santé publique au sein du ministère de la Santé publique.

Hanitra R.

CEB : lancement officiel du CNIS Renewable Energy Scheme ce lundi

La mise à niveau et les percées de l'hydrogène vert, du CCUS ou de l'électrification sont des voies importantes pour l'industrie pétrochimique pour atteindre la neutralité carbone.



Le ministre de l'Energie et des Services Publics, Joe Lesjongard procédera au lancement officiel du Carbon Neutral Industrial Sector (CNIS) Renewable Energy Scheme, au Hennessy Park Hotel, à Ebène, cet après-midi à 15 heures, à l'initiative du Central Electricity Board (CEB). La cérémonie officielle se tiendra en présence du ministre du Développement industriel, des PME et des coopératives, Sunil Bholah.

Il faut dire que ce projet que le gouvernement tient à coeur s'inscrit dans la perspective de l'augmentation des effets du changement climatique et de la Chine qui a annoncé l'objectif de "s'efforcer d'atteindre un pic d'émissions de CO2 d'ici à 2030 et d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2060". En raison de sa nature gourmande en ressources et en énergie, l'industrie pétrochimique a les émissions de carbone les plus élevées du secteur industriel.

S'agissant de la Neutralité carbone d'ici à 2060 - Stratégie de route, il est soutenu que pour atteindre l'objectif stratégique de neutralité carbone dans l'industrie pétrochimique d'ici à 2060 et créer une économie verte, à faible émission de carbone, circulaire et un système énergétique propre, à faible émission de carbone, sûr et efficace, "les structures industrielles et énergétiques subiront des ajustements perturbateurs, et les énergies nouvelles et renouvelables feront boule de neige et conduiront au développement de l'industrie."
De ce fait, le mise à niveau et les percées de l'hydrogène vert, du CCUS ou de l'électrification sont des voies importantes pour l'industrie pétrochimique pour atteindre la neutralité carbone.

Concombres de mer : l'enquête de la Seychelles Fishing Authority indique des espèces surexploitées

By: **Rita Joubert-Lawen édité par: Betymie Bonnelame traduit par Rudie Bastienne**



L'enquête a été achevée en octobre 2022 et environ 200 des sites originaux étudiés en 2004 ont été revisités. (Pierre Pouliquin/flickr) Photo License: CC BY-NC 2.0

(Seychelles News Agency) - Certaines espèces de concombres de mer semblent résister à une forte pression de pêche tandis que d'autres montrent des signes clairs de surexploitation selon une enquête 2021/2022 récemment publiée par la Seychelles Fishing Authority (SFA).

Selon un communiqué de presse de la SFA mardi, l'enquête a été achevée en octobre 2022 et environ 200 des sites originaux étudiés en 2004 ont été revisités pour estimer les tendances de la densité et de la taille de la population depuis lors.

Le chef du département de recherche halieutique de la SFA, Rodney Govinden, a déclaré : « La recherche avait pour la première fois vu la participation de plongeurs de l'industrie à la mise en œuvre des enquêtes. Il s'agit d'une étape importante vers la cogestion et l'amélioration continue de la gestion future de la pêche.

Les données recueillies sur les espèces d'holothuries à mamelles blanches indiquent une population fortement appauvrie d'environ 10 pour cent de son niveau de 2004.

L'année dernière, lorsque la SFA a annoncé la nouvelle saison, qui a commencé le 15 octobre et se terminera le 14 juin 2023. L'autorité a déclaré qu'il y aurait une fermeture complète de la pêche de l'holothurie à mamelles blanches.

Une autre espèce surexploitée est l'holothurie à tétines fleuries et la SFA a vu son quota de pêche réduit de 5% pour la nouvelle saison - de 11 250 pièces par navire à 9 619 - car une réduction du stock a été observée.

Suite de l'article

Pacte national pour l'alimentation et l'agriculture - Le Président Rajoelina convainc et obtient 534 millions de dollars des partenaires



La Banque africaine de développement et le Fonds international pour le développement agricole vont s'engager financièrement à Madagascar pour 'atteinte de l'objectif d'autosuffisance alimentaire. Les deux grosses institutions vont s'engager à contribuer respectivement à hauteur de 334 millions de dollars américains, et pour 200 millions de dollars américains, pour la mise en œuvre du Pacte national de Madagascar pour l'alimentation et l'agriculture.
Ces annonces fortes des partenaires techniques et financiers, en faveur de l'autosuffisance alimentaire à Madagascar, ont été faites à Dakar dans le cadre du deuxième sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement africains sur la souveraineté alimentaire auquel participe une délégation malagasy dirigée par le Président Andry Rjoelina. L'objectif global de ce sommet est de contribuer à l'élimination de l'extrême pauvreté, de la faim et de la malnutrition d'ici à 2030. Dans ce cadre, chaque délégation rencontre dans une salle les partenaires techniques et financiers dans le domaine de l'agriculture et les investisseurs privés œuvrant dans le secteur agricole. L'occasion pour le Chef de l'Etat de défendre le Pacte national pour l'alimentation et l'agriculture du pays afin de convaincre les bailleurs de la pertinence des projets élaborés dans le domaine de l'agriculture.

Ce plan dresse notamment les actions entreprises par un pays pour obtenir des résultats à grande échelle pour atteindre les objectifs d'autosuffisance alimentaire. A entendre les annonces faites par les partenaires, il est donc évident que les engagements et la détermination du Président Rajoelina, dans le cadre de la réalisation du Pacte national pour l'alimentation et l'agriculture, ont convaincu les partenaires présents lors de la rencontre tenue dans l'après-midi de mercredi à Dakar. **Suite de l'article**

Lire aussi :

- https://www.moov.mg/article/72611-autosuffisance-alimentaire-30-agriculteurs-en-formation-au-zimbabwe#body2

Native fauna thrives at Seychelles' Vallee de Mai with 97% decrease in yellow crazy ants

By: **Salifa Karapetyan Edited by: Betymie Bonnelame**



SIF started monitoring the yellow crazy ants' population in Vallee de Mai in 2010. (Seychelles Islands Foundation)

(Seychelles News Agency) - Data collected by the Seychelles Islands Foundation (SIF) shows a 97 percent decrease in the yellow crazy ants - an invasive ant species - across the **Vallee de Mai** and Fond Peper on Praslin Island, resulting in an increase in native fauna.

SIF's science coordinator, Annabelle Constance, told SNA that at the moment yellow crazy ants are now concentrated in the buffer zone of the **Vallee de Mai** only.

"For three years now we haven't been sighting the yellow crazy ants in **Vallee de Mai** and Fond Peper, however, around the area where Vallee de Mai connects to the Praslin National Park, there are a few areas, that through our monitoring programme, we have seen that there is a percentage of yellow crazy ants, even if not in great numbers," said Constance.

She outlined that with the ants' distribution located at the periphery of **Vallee de Mai**, the baiting strategy of SIF has changed slightly, having moved to the buffer zone to prevent the species from being reintroduced in the two areas.

She added that baiting at the buffer zone comes with its difficulty.

"Within the buffer zone, there are a lot of boulders and we need to ensure that we can target the populations that live among these boulders. To do so, we try to target them twice a year," said Constance.

SIF started monitoring the yellow crazy ants' population in **Vallee de Mai**, one of the Seychelles **UNESCO World Heritage sites**, and Fond Peper on Praslin, the second-most populated island, in 2010. The foundation declared the situation an emergency in 2017 after seeing increases in the population and distribution each year.

In 2019, SIF started its intensive intervention, deploying a new type of chemical bait - AntOff - across the forest to control the invasive ants and reduce the impact on native wildlife. **Suite de l'article**

Fièvre aphteuse Encore trois bovins décédées , un traitement palliatif envisageable

Adabi Soilihi Natidja



La fièvre aphteuse identifiée au mois de décembre dernier ne cesse de décimer le cheptel bovin. La direction générale de l'élevage a déploré trois nouveaux décès de bovins faisant un total de trente-trois décès sur les quatre-vingt-cinq contaminés. Dr Onzade Charafoudine a indiqué qu'un traitement palliatif peut-être envisagé.

«Encore trois bovins décédés», a déploré le directeur général de l'Elevage, Dr Onzade Charafoudine, joint samedi en début de journée pour faire l'état de la situation. Et d'indiquer : «cela fait aujourd'hui un total de trente-trois bovins morts des suites de la fièvre aphteuse, identifiée au mois de décembre dernier à Ngazidja».

Le directeur général de l'Elevage dit être à l'écoute des éleveurs pour des mesures préventives car les techniciens évitent d'aller d'élevage en élevage pour éviter la transmission par les chaussures. Notons qu'il s'agit d'une fièvre à diverses souches.

Chaque souche dispose d'un vaccin propre. Dr Onzade Charafoudine a fait savoir que le traitement dépend de la souche identifiée, rassurant les éleveurs qu'un traitement palliatif sera bientôt disponible. Il demandera aux éleveurs d' être vigilants et contacter la direction générale de l'Elevage en cas de premiers symptômes suspects constatés.

Pour rappel, au cours d'une conférence de presse, tenue mardi 10 janvier dernier, le délégué des Comores à l'Organisation mondiale de la santé Animale (Omsa), Dr Moutroifi Youssouf Ousseine, avait affirmé être en contact avec l'agence spécialisée pour l'acheminement des échantillons de Moroni à l'Anses en France. Interrogé samedi sur ce sujet, Dr Onzade Charafoudine a indiqué que les discussions sont sur la bonne voie, confirmant l'envoi prochain des prélèvements déjà effectués, au laboratoire de l'Anses en France.

Inflation, énergie... les boulangeries réunionnaises dans la tourmente



ÉTUDE. La Chambre de métiers et de l'artisanat (CMAR) a réalisé une étude auprès d'une trentaine de boulangers à La Réunion. Ce n'est pas un hasard si la chambre a présenté ses vœux au sein de la boulangerie Paris à Saint-Denis *(lire par ailleurs).* L'objectif était de savoir si ce secteur était aussi touché par la hausse des matières premières et de l'énergie comme en métropole. 97 % des sondés sont concernés par ces hausses. *"La proportion des entreprises affectées par les hausses tarifaires des matières premières (96%) est largement supérieure celles de l'Énergie (57 %)",* peut-on lire dans l'étude. Le prix du beurre a été multiplié par deux, il y a une grande variabilité et instabilité des prix sur les matières premières tels que la farine, œufs, levure...

Quid de l'énergie ? La hausse cumulée entre 2022 et celle du 1er février fait grimper la facture de 20 %. Des factures d'électricités qui atteignent plus de 2 000 euros par mois pour plus de la moitié des boulangers. Seule bonne nouvelle, les tarifs réglementés d'EDF Réunion protègent les entreprises des hausses incontrôlées qui ont été constatées chez d'autres opérateurs d'énergie en métropole. Des hausses de matières premières et énergie auxquelles il faut ajouter celle du SMIC : + 6,6 %. *"Les différentes hausses cumulées contraignent les boulangers-pâtissiers à réviser leurs prix de vente (pains, viennoiseries, patisseries). Un ajustement tarifaire insuffisant pour absorber les hausses successives des facteurs de production. Quant aux marges, elles sont érodées provoquant une situation de tension qui fragilise de nombreuses enseignes",* indique la CMAR. Mais très peu d'entre-elles ont répercuté ces hausses sur les clients. *"Elles ont tout de même préféré rogner sur leurs marges",* explique Bernard Picardo, président de la CMAR. **Suite de l'article**

Madagascar-Turquie : De nombreuses opportunités pour renforcer une coopération gagnant-gagnant



La table-ronde entre la délégation parlementaire turque, le Sénat et le gouvernement a eu lieu hier au palais de Verre à Anosikely.

Au terme de la visite de la délégation parlementaire turque conduite par le président du Groupe d'Amitié Madagascar-Türkiye au sein de la Grande Assemblée Nationale de Turquie, Ahmet Salih Dal, en terre malgache, une table-ronde avec les membres du gouvernement et des Sénateurs, a été organisée hier au palais de Verre à Anosikely.

Le thème a été axé sur le « *Dialogue entre Parlementaires et Gouvernement pour le développement des relations d'amitié entre Madagascar et la Turquie ».* Lors de l'ouverture officielle de cette table-ronde, organisée par le Sénat, le président de cette Institution a évoqué que Madagascar regorge de toutes les merveilles du monde, outre l'accueil chaleureux et la grande hospitalité réservés par la population aux visiteurs de la Grande île. « *De nombreuses opportunités permettant de renforcer une coopération gagnant-gagnant entre Madagascar et la Turquie sont également offertes en vue de promouvoir des échanges interactifs visant à établir des perspectives futures de relations d'amitié entre les deux pays* », a-t-il déclaré.

Opportunités d'affaires

A titre d'illustration, le ministre du Tourisme, Joël Randriamandranto a entre autres, exposé les opportunités d'affaires qui consistent à attirer des investisseurs turcs à créer des infrastructures hôtelières de luxe à Madagascar afin d'aider à atteindre l'objectif d'accueillir un million de touristes d'ici à 2028. En termes de diversification des offres touristiques, **Suite de l'article**